

## **R.T.Erdogan étudie les moyens de nier le génocide des Arméniens , efficacement**

☒ Le président turc Recep Tayyip Erdogan a convoqué une session à huis clos de cinq heures de son conseil consultatif pour discuter des efforts de répression contre les militants et les organisations de défense engagées pour assurer la reconnaissance internationale du génocide arménien.

Selon l'agence de presse Anadolu, Erdogan a convoqué la réunion pour formuler la réponse de la Turquie aux « allégations infondées et anti-turques concernant les événements de 1915 », avec son directeur des communications Fahrettin Altun, réitérant que la Turquie ne permettrait pas que les « graines d'hostilité » soient semées à travers « des événements historiques déformés ».

Dans un communiqué, Altun a accusé le « lobby arménien » d'exploiter « l'ère difficile et douloureuse endurée par tous les citoyens ottomans pour des calculs politiques à travers des mensonges et des calomnies inventés par divers groupes de pouvoir ».

Altun a déclaré que lors de la réunion, « des mesures globales ont été discutées pour empêcher le lobby arménien d'utiliser les événements de 1915 pour diffamer la Turquie et notre nation et aussi la propagande faite par les pays à travers des allégations irréalistes qui manipulent la question avec des calculs politiques. »

Le Comité national arménien d'Amérique a qualifié la dernière décision d'Erdogan de « pire que le déni du génocide », accusant le dirigeant turc d'entrave à la justice.

« Ce que fait la Turquie est bien pire que le déni du génocide. Erdogan fait activement obstacle à la justice, consolidant les fruits des crimes turcs, alors même qu'il renouvelle ses menaces contre la sécurité de l'Arménie. C'est la poursuite du génocide par d'autres moyens », a déclaré Elizabeth Chouldjian, directrice des communications de l'ANCA.

La Fédération euro-arménienne pour la justice et la démocratie (EAFJD), basée à Bruxelles, a qualifié cette mesure de répression contre les militants engagés dans la reconnaissance internationale du génocide arménien par le biais de l'activisme civique et a condamné l'intimidation manifeste impliquée dans les commentaires d'Altun.

Dans une déclaration aux institutions européennes, dont le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, l'EAFJD les a exhortés à prendre des mesures concrètes afin de mettre un terme à la dangereuse politique xénophobe des autorités turques, dirigée contre les militants de la cause arménienne.

Par